

Derrière le divorce Le Pen/ Philippot, la question à 1000 euros : mais où sont donc passées les questions de l'identité, de l'intégration et de l'immigration dans la vie politique française ?



Florian Philippot en amenant son logiciel a peut-être pu permettre d'élargir ou de toucher partiellement d'autres cibles. Mais le cœur du réacteur nucléaire frontiste c'est toujours la question de l'immigration.

Avec Jérôme Fourquet

Avec Jean-Philippe Moinet

Atlantico : Derrière le divorce entre Florian Philippot et Marine Le Pen, la question politique clé n'est-elle pas celle de savoir si, véritablement, les questions d'immigration et d'identité ont été remplacées par la question sociale ? Ne s'agit-il pas, en ce cas, d'une illusion qui pourrait s'expliquer par la transformation de ces enjeux, par le manque de crédibilité des partis sur ces questions ou par l'élargissement de la prise en compte de ces thématiques par d'autres (Manuel Valls, la gauche laïque etc..) ?

Jean-Philippe Moinet : Je pense que, comme toujours en politique, ce divorce s'explique par la superposition de divergences d'idées ou de stratégie et le choc d'ambitions personnelles. Ce divorce reflète une crise profonde du lepénisme "mariniste", une personnalisation radicale du leadership - ce n'est qu'une confirmation pour ce parti qui, de père en fille, n'a cessé de reposer sur une conception familiale clanique - qui ne supporte aucune ouverture. La notion même de courants, par exemple, y est exclue. Florian Philippot, avec son association "Les patriotes", tout en le sachant très bien, vient d'en faire la brutale expérience.

Quant à la ligne choisie au fond par Marine Le Pen, elle reste à clairement définir - c'est l'un des problèmes majeurs de Marine Le Pen, mais cette question de ligne semble être relativement secondaire dans la dure crise qu'elle vit depuis la présidentielle. Les tenants de deux lignes qui étaient présentées au FN comme fortement opposées, la ligne ultra-conservatrice (sur les questions de sociétés), ultra-catholique et "identitaire" (racialiste et religieuse) de Marion Maréchal Le Pen d'une part, et la ligne dite "sociale" (interventionnisme étatique), ultra-souverainiste (sortie de l'euro) et ultra-laïque (surtout quand il s'agit des musulmans) d'autre part, ces deux lignes n'ont pas abouti à une synthèse vivable : de manière différente, mais avec le même résultat, les deux figures emblématiques de ces tendances ont quitté le navire Marine Le Pen. C'est bien la preuve que ce sont des questions de personnes qui ont prévalu et que, dans la débâcle de l'après-présidentielle, Marine Le Pen ne réussit pas à rassembler, à concilier des antagonismes, les forces sont devenues centrifuges, elles quittent le centre "mariniste" pour des ailleurs incertains.

C'est un rétrécissement à conséquence durable, que Marine Le Pen, comme son père vis-à-vis de Bruno Mégret en 1998-1999, semble assumer: elle préfère organiser une défense autour de sa seule personne, plutôt que choisir une ligne directrice claire et subir le poids de personnalités à la popularité, en interne, trop encombrante. Le conflit a été plus discret mais tout aussi important avec sa nièce Marion Maréchal Le Pen, celle-ci a pris les devants en quittant, pour quelques temps en tout cas, la politique active, mais le

syndrome est exactement le même : pour le leader du FN, mieux vaut perdre des troupes -et peut-être de prochaines batailles électorales - que le commandement ! N'oublions jamais que Marine Le Pen a tout appris des ressorts de la politique et de son parti, de son père qui, contre vents, marées et tout compromis, a opéré des purges pour garder la main sur la présidence du parti, pendant 40 ans !

Jérôme Fourquet : Au sein du Front National, on avait incontestablement, un débat qui devenait de plus en plus bruyant sur la question du dosage dans le discours frontiste entre les différentes problématiques et enjeux habituellement exploités pour faire campagne. Les tenants d'une recette traditionnelle et historique qui souhaitait qu'on accorde la part belle à la question de l'insécurité, de l'immigration et de l'identité avec en toile de fond la question de l'islamisation de la société française. Et puis celui de Philippot qui, lui, mettait les questions sociales et la question de l'appartenance à l'Europe, de la monnaie unique, au cœur de son discours politique. Mais qu'il s'agisse de Florian Philippot ou de ses adversaires internes, chacun reprenait à son compte les thématiques de l'autre. La seule différence c'était le dosage et l'intensité de l'accent qui était mis sur tel ou tel. Florian Philippot a toujours parlé de l'insécurité, des migrants et de terrorisme. Tout comme des gens comme Nicolas Bay ou Marion Marechal ont toujours parlé de l'Europe technocratique de Bruxelles et de l'euro qui affaiblissait nos entreprises. Sauf que ça arrivait plutôt en fin de discours et qu'une bonne partie de leur discours était consacré à la dénonciation de l'islamisation de la société française.

Il y a toujours eu cette opposition. Et Marine Le Pen essayait de concilier les deux même si elle avait, semble-t-il, accordé son crédit et son intérêt au logiciel proposé par Florian Philippot. C'est aujourd'hui un rééquilibrage qui s'opère avec le départ de ce dernier. C'est à la fois quelque chose d'idéologique, (c'est la victoire des opposants) mais il y a aussi un grand pragmatisme. Car avec les répressions internes fortes et le fait qu'elle ait été personnellement mise en cause suite à sa piètre performance au débat de l'entre-deux tours, il fallait trouver une échappatoire pour faire baisser la pression ou la détourner sur quelqu'un d'autre.

Florian Philippot, en créant au lendemain de la présidentielle cette structure "Les Patriotes", a donné l'occasion rêvée et le bâton pour se faire battre. On a pu instruire contre lui le procès qu'il était "dedans-dehors" et qu'il avait fourni un logiciel non gagnant et peu performant à la candidate. Vous avez à la fois cet affrontement idéologique mais chacune des lignes reprenait les arguments de l'autre. Ce qui variait c'était le dosage. Il porte la responsabilité de cet échec.

Quand vous regardez les enquêtes, depuis 30 ans, quand on interroge les sympathisants frontistes, ce qui les distingue des autres, c'est leur extrême sensibilité sur la question de l'immigration. Donc c'est toujours central.

Florian Philippot en amenant son logiciel a peut-être pu permettre d'élargir ou de toucher partiellement d'autres cibles. Mais le cœur du réacteur nucléaire frontiste c'est toujours la question de l'immigration.

Alors même que l'Europe était confrontée à une crise migratoires d'une ampleur sans précédent doublée d'une crise terroriste, l'immigration, l'identité et l'islam sont devenus des sujets traités de manière secondaire lors de la campagne électorale. S'agit-il d'une vraie évolution ? Comment expliquer que ces thèmes qui étaient jugés prioritaires pour les français sont passés au second plan dans lors de la campagne présidentielle ?

Jean-Philippe Moinet : Sauf période d'attentats, qui trouble les enjeux d'opinion publique pour mettre la question sécuritaire en haut de l'agenda des priorités, la première préoccupation des Français est l'emploi, et donc la situation économique du pays, bien loin au-dessus des questions relatives à l'immigration ou l'islam. Quant à "l'identité", qu'est-elle exactement ? Parle-t-on d'une identité fondée sur les origines (ethno-raciales), sur une religion ? Ou sur les principes de la République, où la Laïcité est un principe central, et qui excluent "toute distinction de races ou de religions", comme le dit notre Constitution dès son article 1er. Il est vrai que l'Europe a été confrontée à une crise migratoire sans précédent et à l'exil massif de réfugiés, qui ont fui la guerre et le djihadisme islamique de Daesh. Mais, même si le FN a cherché, comme c'est la tradition à l'extrême droite, à exploiter les peurs et à amalgamer les enjeux immigration-islamisme-insécurité, il est quand même apparu une réalité : à l'échelle de l'Europe et de l'importance de la France, le partage de l'accueil des migrants et des réfugiés sur notre territoire, à la grande désolation tactique des dirigeants FN, a été relativement mineurs. Par rapport aux flux habituels de l'immigration en France, notre pays n'a pas connu de grande variation. Contrairement à l'Allemagne, qui a accueilli plus d'un million de personnes, de manière exceptionnelle. En France, le cas de Calais était d'ailleurs révélateur : ce point de fixation démontait qu'une grande part des migrants qui étaient sur notre territoire tenait absolument à le quitter pour rejoindre la Grande-Bretagne. Cette réalité de l'immigration en France a fait qu'effectivement cette question n'est pas apparue comme prioritaire lors de la présidentielle. En revanche, on ne peut pas dire que la lutte contre l'islamisme radical a été absente des débats et des programmes. C'était une question importante dans la campagne de François Fillon, et plus généralement des leaders de LR. Et c'est une question qui apparaît, sans tonitruance mais avec néanmoins des précisions, dans le programme écrit et les propos du candidat Emmanuel Macron, devenu Chef de l'Etat.

Le FN a-t-il perdu son fond de commerce électoral sans en trouver un autre de remplacement puisque le rejet de l'euro et le souverainisme ne permettent pas de réunir une majorité de Français ? Quelles sont vraiment les motivations du vote FN et comment elles ont évolué depuis 15 ans ?

Jean-Philippe Moinet : L'exploitation des peurs en tous genres, du terrorisme aux effets de la mondialisation économique, est et restera le fonds de commerce de l'extrême droite, mutée en national-populisme à tendance xénophobe. Cela peut provisoirement rassurer Marine Le Pen. La préoccupation contre la montée du communautarisme islamique, qui peut favoriser la propagation de l'islamisme radical, elle, traverse tous les courants politiques, avec plus ou moins de visibilité, en tout cas cette préoccupation ne saurait être le monopole du parti d'extrême droite. De Mélenchon à Wauquiez (en paroles), de Gérard Collomb à Edouard Philippe sous la présidence d'Emmanuel Macron (en actes de responsables étatiques), cette préoccupation est majeure, elle n'échappe à personne, et quand il s'agit de lutter contre le terrorisme, sur notre territoire ou en opérations extérieures, cette préoccupation, malgré les polémiques, fait consensus national.

En résumé, le problème majeur pour Marine Le Pen est, en fait, qu'elle n'arrive pas à sortir son parti de son rôle de canal de protestation assez primaire, ce parti est peut-être jugé utile, depuis 15 ans, pour émettre des signaux de protestation, pour secouer "le système" pour qu'il se réveille sur certains enjeux ou qu'il écoute certaines expressions citoyennes, y compris les peurs. Mais quand il s'agit de crédibilité et de responsabilité pour l'exercice du pouvoir national, là, c'est tout autre chose. La dernière campagne présidentielle a montré, et c'est "Le" problème actuel de Marine Le Pen, que les Français ne voulaient surtout pas prendre le risque qu'elle accède au pouvoir. Toute sa stratégie de "dédiabolisation" d'une part, et de crédibilisation d'autre part, double stratégie qui passait beaucoup par la carte Philippot, est aujourd'hui clairement mise en échec.

Jérôme Fourquet : On peut regarder quelques chiffres, Jean-Luc Mélenchon et François Fillon font quasiment le même score au second tour de l'élection présidentielle. C'est donc là que sont les deux grands réservoirs de voix. Toute la campagne de l'entre-deux-tours de la part du Front National est d'abord focalisée sur l'électorat de Jean-Luc Mélenchon. On est bien là dans le logiciel Philippot. Résultat ? 14% des électeurs de Mélenchon ont voté Marine Le Pen contre 24% des fillonistes. Certains opposants internes à Philippot ont pu lui dire à bon droit "*tout cet énergie dépensé pour 14% ?*"

Car en faisant cela on l'accuse d'avoir fait fuir toute une partie de l'électorat potentiel de droite qui ont fustigé le fait que le FN avait eu un discours de gauchiste.

Les chiffres leur donnent raison. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu d'apport. Tout le martingale électoral du FN c'est de parvenir à mêler les aspects : dénoncer le mondialisme, l'islamisation, peuple contre élite, désindustrialisation. C'est une formule électoralement très payante. Mais dans toutes les formules il y a des questions de dosages, et c'est de ça dont il est question aujourd'hui.